

Tant que la Centrafrique a un souffle, il y a de l'espoir : L'intervention française et la MISCA

Les troupes françaises à Bangui ne patrouillent pas dans tous les quartiers. La colonne venant du Cameroun n'a fait que traverser Bouar et se trouve ce dimanche 7 décembre 2013 à Bossembélé. Mais déjà, les premiers effets à Bangui prouvent que les forces françaises ne peuvent pas être partout et surtout, elles n'arriveront pas seules à sécuriser toutes les rues. Ces faits prouvent la difficulté auxquelles font face les soldats qui sont envoyés pour sécuriser la République Centrafricaine.

La seule solution consiste à mobiliser les Centrafricains pour contribuer à l'effort de sécurisation portée par la France. Il faut que les Centrafricains soient impliqués dans le processus militaire. Mais quel Centrafricain est investi des pouvoirs de prendre aujourd'hui la décision de réunir ou de dénicher les vrais FACA, ces Centrafricains qui ont suivi une vraie formation militaire ? En d'autres termes, quel soldat centrafricain de haut rend peut appeler les FACA matriculés connaissant mieux leur pays à se joindre aux efforts militaires de la communauté internationale ?

Selon les informations filtrées côté français lors de la rencontre entre la délégation Centrafricaine et le gouvernement français, la France aurait exprimé sa préférence pour une élection immédiate voire mal organisée plutôt que de poursuivre une transition pleine de difficultés au risque de la rendre complice d'une tragédie comparable à celle du Rwanda. De ce fait, la France n'a pas tort. Le pire à craindre est la prolifération d'une guérilla urbaine, qui mettrait la France dans la logique rwandaise. En effet, selon les informations en provenance de Bangui, un jeu de cache-cache a commencé depuis ce matin entre la SELEKA et les patrouilles. Dès que disparaissent les chars et blindés français la SELEKA sort de ses cachettes.

Il y a deux raisons principales pourquoi il faut arrêter tout de suite tous les processus issus des accords de Libreville : Bozizé est parti et la SELEKA a été dissoute par son Leader Mr Djotodia. La transition n'a donc plus sa légitimité et surtout celle-ci a trainé avec elle une cohorte de bandits et d'assassins. Il est donc urgent, comme dit plus haut, d'organiser les élections bien que le constat aujourd'hui, soit le suivant:

1. aucune chaîne de commandement militaire et politique,
2. aucune responsabilité politique centrafricaine faisant office de leadership
3. aucun patriote reconnu pouvant jouer une interface crédible avec la France.
4. aucun officier Centrafricain capable de prendre l'initiative d'appeler les FACA à quitter leur couverture et à se joindre aux éléments de la force MISCA.

Seules les élections immédiates nous permettront d'avoir un commandeur, un leadership, un responsable de la réconciliation et de la concorde.

Alors :

FACA : n'ayez plus peur !

Le peuple vous exhorte à vous libérer de votre propre inquiétude et à revêtir vos uniformes de la défense de la patrie en déperdition et à vous joindre à la MISCA pour devenir un creuset de renseignements, car vous seuls connaissez mieux votre patrie.

Que l'armée Française d'ores et déjà, accepte la contribution individuelle de nos officiers, de tous nos soldats formés pour aider à sécuriser les quartiers et les grandes villes de province. Ce qui facilitera une patrouille omniprésente et un quadrillage efficace tous les quartiers tant à Bangui qu'en province.

Que la France en appui de la MISCA délivre la Centrafrique du mal :

La SELEKA, de son chef qui nous insufflent la division et la haine.

Fait à Paris le 7 Décembre 2013

Groupe de Réflexion wa A za

Jean-Pierre MARA

